

Vive l'intelligence de chacun !

par Renaud Donnedieu de Vabres et Pierre-François Mourier

Publié in *Le Monde* 3 mars 2004

L'« APPEL contre la guerre à l'intelligence » lancé par Les Inrockuptibles est un texte très dérangeant : même si ses auteurs s'en défendent sûrement, c'est un appel au mépris. Selon ses initiateurs, il y aurait, dans la société française, les in et les out : les universitaires, les médecins, les juges, les archéologues, les psychanalystes, les avocats, les intermittents du spectacle, ce sont les in. Eux sont « intelligents ».

Tous les autres - les chauffeurs de taxi, les responsables politiques, les agriculteurs, les syndicalistes, les comptables, les secrétaires, les journalistes, les ouvriers, les chefs d'entreprise, les femmes et les hommes au foyer... -, ce sont les out. Ce qui fait finalement pas mal de monde.

Voilà donc un texte censément « progressiste » et qui fait pourtant l'apologie de l'intelligence... en la déniait à tous ceux qui ne ressemblent pas à un canon de beauté fixé Dieu sait par qui. Il faut que ceux qui ont signé de bonne foi ce pamphlet s'en rendent compte : paradoxalement, il fait fond sur le même humus qu'a su exploiter le Front national. Sur l'exclusion. Sur la négation de l'autre. Sur la désignation de boucs émissaires. Car telle est bien la peste qui, aujourd'hui, menace la société française : une volonté d'exclure qui, comme toujours, se fonde d'abord sur une faiblesse cruellement ressentie.

Sur le fait que de plus en plus de Français ne se sentent pas reconnus. Les intermittents du spectacle, doctorants, infirmières, professeurs de lycée, avocats ne se sentent pas reconnus pour ce qu'ils sont et font.

Mais ils ne sont pas les seuls : un déni général de reconnaissance nous semble être à la source du malaise français. C'est pourquoi les signataires de l'appel font fausse route : la question n'est pas de savoir qui est intelligent, qui ne l'est pas (d'autres, en d'autres temps, se sont arrogé le droit de distinguer entre ceux qui ont des droits, et les autres...). L'intelligence est bien la chose la mieux répartie du monde, quel que soit le milieu social ou professionnel. Maintenir du lien, créer de l'amitié parmi les locataires d'un grand ensemble dont les habitants ne font plus que se croiser le matin et le soir, cela demande une très grande intelligence sociale et humaine ! Mais qui reconnaît le mérite du gardien de

l'immeuble ? Ce n'est pas du relativisme ou de la démagogie : c'est la vérité, et ceux qui pensent le contraire sont sur une très mauvaise pente.

Nous prenons donc « L'appel contre la guerre à l'intelligence » - même si nous n'ignorons pas que se cache sans doute derrière quelque manipulation politicienne - pour ce qu'il est : un dangereux symptôme, un de plus. Au même titre que des voitures qui brûlent tous les samedis dans les banlieues ou des inscriptions racistes sur les murs. Le symptôme que notre modèle français est malade. Qu'en France chacun cherche sa reconnaissance et que personne ou presque ne la trouve.

Une fois diagnostiqué le mal, quelles solutions s'offrent aux responsables politiques ? Il existe deux possibilités. Première option, prônée manifestement par les signataires : ne rien voir, ne rien dire, vivre dans une illusion, et donc ne rien faire. Dans ce cas, pour quelques années encore, le système vivotera sur de faux-semblants, avant de s'effondrer dans une catastrophe dont le 21 avril 2002 n'a constitué que les prémices. Seconde option : s'efforcer de renouveler le contrat national dans tous les domaines, fût-ce parfois au prix d'une impopularité sans doute passagère.

Il nous semble que, depuis deux ans, c'est la seconde option que le gouvernement a choisie : elle consiste, comme on dit dans l'enseignement, à « rétablir les fondamentaux ». Notre système de retraites par répartition, socle de la solidarité nationale, risquait le collapsus, il est désormais préservé. L'insécurité menaçait profondément la nature même de notre lien social : beaucoup de choses ont été faites - qui le nie ? - sur la voie publique, dans les écoles, sur nos routes aussi, avec de vrais résultats. La politique de la ville ronronnait depuis des années, s'obstinant à traiter seulement les lieux et abandonnant les gens : aujourd'hui, une révolution s'amorce dans la conception de cette politique, puisqu'il s'agit aussi de reconnaître les mérites de chacun, de rétablir la confiance que les gens ont en eux.

Dans le domaine de la culture, nous sommes au milieu du gué. Mme Agnès Jaoui, lors de la récente cérémonie des Césars, a eu raison de citer le président de la République : « La culture et la création sont des activités irréductibles aux lois du marché. » C'est sur ce pacte que s'est fondée notre politique culturelle, depuis Malraux. Mais précisément : là encore, comme dans tant d'autres domaines, le système en était arrivé à une quasi-implosion.

Prenons le cas du régime d'allocation-chômage des intermittents du spectacle : depuis une décennie, le nombre des allocataires avait été multiplié par dix et les abus s'étaient accrus en proportion. Résultat, le déficit atteignait 828 millions d'euros en 2002. La culture est irréductible aux lois du marché, mais elle peut

tomber en faillite. Et, alors, il est trop tard, c'est tout un pan de ce qui fait la grandeur de notre pays qui menace de s'écrouler. Chacun devrait avoir la franchise de reconnaître que l'accord signé en 2003 a maintenu la spécificité du régime des intermittents du spectacle, que certains voulaient rejeter purement et simplement dans le droit commun des intérimaires. Puisqu'il est sauvé, il est toujours possible de l'améliorer.

Alors, que reproche-t-on au ministre de la culture, au mépris d'ailleurs de la réalité ? Sans doute d'avoir pris les choses au sérieux, d'avoir regardé la situation sans a priori idéologique et avec courage. Il nous appartient de dissiper le malentendu que certains voudraient exploiter. Alors, vive la création, vive la culture, vive un large public pour soutenir les artistes, vive notre rayonnement mondial ! Centrons notre énergie politique sur le soutien actif à la culture, sur la défense d'un nouveau périmètre d'intervention légitime et privilégié. Dialoguons.

Le malaise perceptible dans le monde de la recherche obéit à des règles assez voisines. Il y a indéniablement un problème de fond lié à la paupérisation croissante, depuis des années, des chercheurs, en particulier les plus jeunes. Mais, précisément, le gouvernement a choisi de revaloriser les allocations de recherche, d'ouvrir des postes, d'offrir de meilleures rémunérations à ceux qui font le choix d'un statut contractuel.

Là encore, la discussion est ouverte par Mme Haigneré, sans tabou ni a priori. Ceux qui disent le contraire sont peut-être animés par des raisons qui n'ont que peu à voir avec l'avenir de la recherche française : il faut en tout cas qu'ils démontrent, par exemple, que le modèle français du « chercheur à vie » est plus performant, et plus gratifiant pour les premiers intéressés, que d'autres modèles qui ont cours à l'étranger - et pas seulement dans des contrées « ultralibérales ».

On a trop tendance en France à confondre intelligence et... idéologie. C'est bien pourquoi notre débat est trop souvent pollué par des bouffées d'irrationalité et des invectives qui surprennent d'ailleurs toujours les observateurs étrangers. Pourtant, une société, ce doit être un milieu fluide où les échanges se font naturellement, sans heurts, sans exclusive, sans orgueil démesuré : les artistes, chercheurs, enseignants, cinéastes et écrivains, plus largement toutes les professions intellectuelles, sont des visionnaires indispensables, au cœur de la société qui adviendra au cours de ce siècle, la société du savoir.

Mais ils sont dans la société, pas à côté ni au-dessus. Quant à l'intelligence, nul n'en a le monopole, car elle irrigue l'ensemble du corps social. Le seul mérite de cette vraie-fausse guerre est de nous permettre de dire haut et fort : vive l'intelligence de chacun !

